

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



### SOMMAIRE

**p.1 et 2 : L'édito** / **p.2 à 6 : Place au débat** (*De retour de délégation France-Grèce pour la santé, du 11 au 16 mai*) / **p.7 : Actualité sociale** (*Guéret : tous en Creuse les 13 et 14 juin pour la défense et le développement des services publics !*) / **p.8 : Coup de gueule** (*Marre des chevaliers blancs !*)

### L'ÉDITO

Mai 2005-mai 2015. Il y a 10 ans, le 29 mai 2005, les Français rejetaient par référendum le traité constitutionnel européen, donnant ainsi une claque aux dirigeants des partis UMP et PS qui avaient fait campagne, sur les mêmes tribunes, pour le « oui ». Malgré l'espérance suscitée par ce résultat, celui-ci ne s'est pas traduit par une révolution démocratique. Pire même, en 2008, le Parlement bafouait le peuple en avalisant le traité de Lisbonne, qui reprenait à quelques virgules près le texte du TCE. Et F. Hollande, après avoir affirmé pendant sa campagne qu'il reviendrait sur le traité, est aujourd'hui un fervent zélateur de cette Europe, au point de donner des leçons au Premier ministre britannique.

Dix ans après, force est de constater que l'Europe ne s'est pas démocratisée et que sa logique « austéritaire » conduit de plus en plus les peuples à se détourner d'elle. Après Syriza en Grèce, qui maintient courageusement son programme de justice sociale malgré le FMI et la Commission européenne, c'est au tour de Podemos de s'affirmer en Espagne à l'occasion des élections municipales, parvenant même à être la première force à Barcelone et dans la région madrilène. L'essai que représente ce sévère coup de semonce sera-t-il transformé lors des élections législatives cet automne ? Après la Grèce, ce serait un nouvel espoir qui se lèverait en Europe.

En France, les élections régionales de décembre ne s'annoncent pas au mieux pour le Parti socialiste qui « gouverne » 20 régions sur 22. Malgré le souhait exprimé par le député Jean-Marc Germain, il faudrait s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'émergence d'un Syriza ou d'un Podemos ne semble pas à l'ordre du jour en France. Face au PS, une alternative crédible à gauche a du mal à voir le jour. Le Front de gauche qui avait soulevé une grande espérance lors des Présidentielles a du mal à trouver son second souffle. Côté PS, la

première étape du congrès a rendu son verdict. 70 000 adhérents votants dont 25 000 pour la motion de gauche. 29 % donc pour celle-ci, ce qui peut paraître décevant mais n'est pas si mauvais que ça si on tient compte du fait que beaucoup de militants de gauche ont quitté ce parti depuis trois ans, déçus par la politique gouvernementale et du fait que certains animateurs de « Vive la gauche » ont rejoint, pour des raisons internes, la motion majoritaire. Et ce n'est pas les reculades de ce gouvernement face aux sénateurs de la droite lors de la discussion du projet de loi Macron qui vont améliorer les choses. Ni les menaces sur le transport ferroviaire contenues dans le rapport parlementaire de la commission Duron ou les tentatives de remises en cause des 35h à l'hôpital. Quant à la réforme du collège, on peut s'interroger sur son avenir après la défaite de l'un de ses principaux soutiens, le président de la FCPE dont le rapport d'activité a été retoqué lors du congrès de cette institution de parents d'élèves.

Face à cette situation, des initiatives s'organisent comme le forum du PGE (Parti de la gauche européenne, présidé par Pierre Laurent) les 30 et 31 mai à Paris, avec la participation de nombreux représentants politiques, syndicaux et associatifs. RESO y sera tout comme à Guéret, lors de la manifestation et du forum organisés les 13 et 14 juin par la Convergence de Défense et de Développement des Services Publics.

Enfin, je terminerai cet éditto par le rappel de deux hommages : celui rendu à des résistants dont la mémoire sera honorée au Panthéon cette semaine, même si la Résistance communiste semble –étrangement– avoir été oubliée et celui rendu ce week-end à la Commune de Paris et à ses centaines de fusillés lors de la semaine sanglante de mai 1871.

**Marinette BACHE**

# PLACE AU DÉBAT

De retour de délégation Solidarité France–Grèce pour la santé, du 11 au 16 mai (1)

Compte rendu de Jean-Claude CHAILLEY

L'objet était la solidarité et l'étude de la réalité, notamment dans la santé.

La délégation a eu des rencontres dans des dispensaires sociaux solidaires (DSS), avec le ministre délégué et le ministre de la Santé, des député(e)s du groupe parlementaire santé de Syriza, avec l'association Solidarité pour tous, la Coordination des dispensaires sociaux, des personnels et syndicalistes des hôpitaux, les responsables syndicaux E.K.A. / GSEE de la région d'Athènes, de META (syndicat lié à Syriza).

**Partout le même constat quant à la situation sociale, l'explosion de la pauvreté, le secteur de la santé au bord de l'effondrement.**

Il est hautement symbolique que **10 ans après le référendum de 2005 en France, le gouvernement d'Alexis Tsipras est aux prises avec la troïka qui refuse de respecter le vote du peuple grec.**

Note : J'ai inclus nombre de **citations**. Elles sont *en italiques*.

## ► La Grèce est bien le laboratoire de l'austérité de la troïka

- 7 ans après la crise dite des *subprimes* il y a un recul généralisé en Europe, aggravé dans la zone euro. **Mais l'ampleur de la régression en Grèce est unique : depuis 2008, chute de 25 % du PIB (OCDE) et de 25,5 % du budget santé par personne (Eurostat en parité de pouvoir d'achat).**
- Le fait que **le respect des mémorandums continue à être exigé par la Commission européenne et tous les gouvernements européens prouve que la Grèce est cobaye d'une austérité destinée à se généraliser.**
- Les chiffres sont abstraits, mais ils traduisent **une réalité humaine dramatique.**  
*Les entreprises veulent pouvoir licencier comme elles veulent. Chômage passé de 9 % en 2009 à 26 % en 2014 (50 % chez les jeunes).*

*C'est la 1<sup>ère</sup> priorité: aucun système de santé ne peut tenir avec un tel taux de chômage.*

*Baisse des salaires, des retraites, suppression des conventions collectives...*

*Allocations chômage (concernent 7 % des chômeurs) passées de 460 € à 360 €.*

*En Grèce, lorsqu'on perd son travail, on perd aussi l'assurance sociale soit immédiatement, soit dans un délai d'environ 10 mois. **2,5 millions de personnes sont sans couverture sociale (population grecque : 11 millions).***

## ► Le système de santé est au bord de l'effondrement

*Alors que la demande a augmenté de 30 %, l'offre s'est réduite de 40 % et le personnel de 30 %. L'offre publique en dentaire est quasi inexistante, même pour les assurés.*

**Ces mesures ont entraîné pauvreté sanitaire et développement de la privatisation.**

*La chute des revenus concerne aussi les couches moyennes.*

*Émigration des jeunes, souvent diplômés, qui seraient utiles à la Grèce...*

## ► La politique de santé du gouvernement

Ministère de la Santé : ministre délégué, M Andréas Xanthos, puis en fin de réunion, le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, M Panayotis Kouroublis :

- **L'affrontement Grèce/Union européenne concerne tous les peuples d'Europe.**
- **Les réformes ont exclu des millions du système de santé, ont entraîné le développement du privé, ont transféré le coût sur les patients et désorganisé les systèmes de santé publics. Des centaines de milliers de soins élémentaires ne sont pas assurés, 2,5 millions de personnes n'ont plus accès aux soins de santé.**
- **La majorité des hôpitaux est au bord de l'effondrement.**
- **Le gouvernement signe un arrêté qui garantit un accès aux soins pour tous, assurés ou non, à un suivi médical de base, aux examens en laboratoire, aux vaccins, aux médicaments nécessaires, à l'hospitalisation en hôpital public. Développer l'offre en dentaire. Le forfait de 5 € est supprimé.**

- Il faut un renforcement des personnels soignants et para médicaux et leur financement.
- Des économies sont possibles car la désorganisation provoquée et favorisant le privé a un coût. **Il faut réorganiser le système de santé avec au centre le 1<sup>er</sup> recours et la prévention, un fonctionnement plus démocratique et participatif.**
- **Renforcer la production locale de médicaments, surtout génériques, fixer de nouveaux critères pour leur mise sur le marché. Il faut mettre fin en Europe au diktat des entreprises pharmaceutiques, créer une agence européenne du médicament...**
- **L'idée fondamentale de Syriza est d'organiser la société à partir des besoins, en particulier pour la santé. Élaborer une carte sanitaire... rôle des collectifs, ...**

**Remarque :** même position de la Coordination nationale des hôpitaux et maternités et de Notre Santé En Danger.

#### ► Les conditions de la mise en œuvre de cette politique

- Avec des dépenses de santé de 4,5 % du PIB quand la moyenne européenne est au-dessus de 7 %, on ne peut y arriver. **Pour qu'il y ait un système de soins il faut arrêter l'austérité.**  
**La question d'un accord avec la troïka est brûlante. Il y a une vraie angoisse de la société quant à savoir si on va arriver à un accord qui permette de rester un membre de l'euro à part égale mais sur d'autres bases, les besoins, et en donnant tout son sens à la protection sociale.**
- Les hospitaliers ont fait observer que voter une loi d'accès à la santé pour tous est positif à condition de donner les moyens nécessaires, sinon faute de pouvoir les accueillir ça renforcera la désorganisation des hôpitaux.
- A la question : « **qu'est-ce qui vous permet de penser qu'un accord acceptable avec la troïka est possible ?** », la réponse fut la suivante :  
*Les rapports de force au sein de l'UE sont défavorables. Le problème n'est pas l'accord sur les comptes, on a un projet extrêmement bien pensé et financé. Le problème est politique. Ils ne veulent pas de remise en cause dans les faits de la fameuse TINA. Quand cette idée sera comprise au niveau européen, alors notre position sera fondée. **Ou l'Europe va changer avec les peuples, avec les luttes syndicales et politiques, les choix démocratiques, ou cette Europe n'a pas d'avenir. C'est pourquoi ce sujet est très important, est-ce que l'Europe des bourses peut tolérer la démocratie ou non ? Il faut un front social européen, une Europe de la cohésion sociale, des libertés, de la démocratie, voilà notre message.***

#### ► Assemblée nationale : groupe santé de Syriza

Les député(e)s de différentes régions, professionnels de différentes spécialités, confirment le caractère dramatique et général de la situation sanitaire. Extraits : *augmentation des décès à la naissance, 20 % des bébés naissent avec un poids inférieur à la normale, augmentation / retour de maladies infectieuses, beaucoup ne peuvent se faire vacciner faute de 6 euros, sérieux problèmes de santé des personnes âgées, la grippe tue plus que partout ailleurs, augmentation des dépressions...*

*Aujourd'hui les hôpitaux sont transformés en asiles avec des lits dans les couloirs, la promiscuité, alors que des salles sont vides faute de lits alors que les 2 hôpitaux psychiatriques sont menacés de fermeture.*

*Les gens ne pouvant s'adresser aux structures de quartier vont à l'hôpital alors qu'on a réduit le personnel, ce qui renforce leur saturation et leur désorganisation alors que les mémorandums interdisent de recruter des médecins qui vont vers le privé ou à l'étranger.*

*Il arrive quotidiennement que des médecins meurent de burn out. ...*

**Le secteur privé s'est développé de manière gigantesque après la crise alors qu'il est plus cher et non universel. Ils font pression sur le gouvernement**

*Des malades du cancer ne peuvent se faire soigner ou tardivement... **La marchandisation de la santé conduit à la mort.***

**Les mémorandums ont fixé un plafond pour la santé que le gouvernement doit inverser.**

**Un député, membre du comité central de Syriza :** « *C'est au mouvement de 2011 que Syriza doit son ascension. **Ces dernières années il y a eu recul du mouvement, une démarche de délégation.** Lors de notre dernier congrès on a décidé que le changement ne peut être le fait d'un gouvernement ou d'un parti, mais d'un puissant mouvement pour sortir le pays de l'impasse...Le pays est engagé dans une négociation. **Grande inquiétude dans le parti, à titre personnel je pense que le Premier ministre doit appeler le pays à la lutte, faire des alliances avec les mouvements dans d'autres pays du « sud » au sens économique ce qui inclut l'Irlande.** »*

#### ► Remarque : l'enjeu majeur du « remboursement » de la dette

La politique troïka/gouvernements grecs a fait monter la dette à 175 % du PIB et a effondré les moyens d'y faire face. **Le problème est uniquement politique :** avant la victoire de Syriza, toutes les institutions jugeaient incontournable d'apporter une « aide » en 2015 ...mais sous condition de renforcer encore l'austérité.

**Or le programme de Syriza demande un effacement de la majeure partie de la dette, mais sans condition d'austérité.** Le Parlement fait réaliser un audit de la dette par une mission internationale conduite par Eric Toussaint, CADTM.

Pour le député cité ci-dessus la situation : **c'est la technique de l'asphyxie. L'accord Grèce – institutions européennes ne prévoit même pas de réduction de la dette...**

**Le président, coordinateur de la commission santé du groupe conclut :** « *Le pire risque c'est les conséquences de l'affrontement avec les créanciers car un pays à lui tout seul ne peut garantir dans le monde actuel le niveau nécessaire se débrouiller tout seul... Bien que le poids de la dette soit lourd, avec votre aide, le mouvement populaire, nos militants actifs, les dispensaires solidaires, ...* »

#### ► Les fonctionnaires seront-ils payés à la fin du mois ?

Au 16 mai la situation financière est si tendue que **personne n'a pu garantir le paiement des salaires des fonctionnaires de mai.**

Pour les dirigeants du syndicat E.K.A. **si Syriza doit choisir entre le FMI et les fonctionnaires, il choisira de verser le salaire des fonctionnaires.**

#### Remarque : la dette en Grèce et en France

La France n'a pas besoin « d'aide » de la troïka car elle peut se financer sur les marchés financiers (qui exercent une pression). Mais en ce qui concerne le niveau de la dette, les déficits budgétaires, la France est sous « surveillance renforcée » de la Commission européenne, elle doit aussi respecter ses nombreux « engagements », d'où le Pacte de responsabilité, les lois Macron, Rebsamen, de santé, de « décentralisation »....

#### ► Au grand hôpital Sotiria d'Athènes

Les hospitaliers font le même témoignage : *sous financement, manque de personnel, les personnels partant à la retraite ne sont pas remplacés, parfois des gardes de 112 patients en 24 heures, pas moyen d'avoir un CHSCT, manque de matériel, plusieurs services déjà fermés, les petits hôpitaux ferment, le plus dur c'est pour les patients, les femmes enceintes, les populations défavorisées. La troïka avait obligé les femmes à déclarer leur accouchement et à verser 1 000 €. Si elles ne peuvent pas, le fisc se retourne vers la famille et si la famille ne peut pas ils procède à des saisies. Chute des naissances depuis 2010. La tuberculose se développe de façon vertigineuse, retour de la malaria...*

#### ► Le programme de Thessalonique de Syriza n'est pas de gauche « radicale ».

Avant la contre-révolution libérale des années 80, dans laquelle s'inscrit la construction européenne actuelle, les programmes des partis socialistes allaient bien au-delà de ce programme, corrigeant une partie des dégâts pour les « plus démunis »

#### Extraits du programme sur lequel Syriza a remporté la victoire :

- **électricité nécessaire gratuite à 300 000 foyers** sous le seuil de pauvreté ;
- **subvention alimentaire à 300 000 foyers** sous le seuil de pauvreté ;
- **soins médicaux et pharmaceutiques accessibles** à l'ensemble de la population par l'augmentation du remboursement et la gratuité pour les plus défavorisés ;
- **garantie du logement pour environ 30 000 familles ;**
- **paiement d'un 13<sup>ème</sup> mois aux retraités et pensionnés** dont la retraite ou la pension est inférieure à 700 € ;
- **gratuité des transports publics** pour les personnes sous le seuil de pauvreté ;
- **baisse de la TVA sur le fuel de chauffage** au niveau antérieur au mémorandum ;
- **rétablissement du salaire minimum au niveau d'avant les memoranda sans critère d'âge, c'est à dire l'augmentation du minimum actuel des 586 € (même 427 € pour des jeunes) vers les 751 € pour tout salarié.** (Relèvement étalé dans le temps depuis) ;
- **volonté de rétablir la législation du travail** (abrogée par les mémorandums).... ;
- **grand projet pour la création de 300 000 emplois** dans le pays dans les secteurs public, privé et dans l'économie solidaire ;
- **nous envisageons d'étendre le nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage**, ainsi que la durée du droit à celle-ci. (seulement 10 % des chômeurs en bénéficient) ;
- **arrêt de la privatisation du port du Pirée (rétablie depuis) et de la compagnie nationale d'électricité, réouverture de la télévision publique (faite).**

Il n'y a pas de demande de nationalisation. Par exemple sur la politique du médicament le ministre de la Santé a confirmé qu'il ne demandait pas la nationalisation de Sanofi.

#### ► Les Dispensaires sociaux solidaires (DSS), en tout près de 50 en Grèce

- Le 1<sup>er</sup> dispensaire a été fondé en Crète par l'actuel ministre délégué à la Santé, Andéas Xanthos pour des immigrés qui avaient fait naufrage. Depuis, avec la politique menée en Grèce, les Grecs sont devenus les premiers usagers.
- Les dispensaires sont des organisations **de bénévoles**. Les locaux peuvent être fournis par la mairie, l'aménagement par des chômeurs... Ils **assurent la médecine de 1<sup>er</sup> recours. Si la gravité du diagnostic le justifie, les patients sont envoyés à l'hôpital.**

Les médicaments qui arrivent tous les jours de multiples sources ne sont donnés que sur ordonnance. Les pharmacies sont toutes reliées.

- **Ils récusent le terme d'ONG...** car au-delà de leur mission sanitaire, ils **mobilisent les patients pour mettre fin à cette politique, participent aux manifestations devant les hôpitaux...**
- Les décisions sont prises en assemblée générale.
- *La solidarité internationale, les dons sont importants, mais aussi la **lutte ensemble** partout en Europe car la situation grecque peut arriver partout.*

**En Europe tous les peuples doivent avoir un niveau de vie correct et le droit à la santé.**

**L'avenir des dispensaires sociaux est en réflexion, en lien avec la réussite ou non du gouvernement d'Alexis Tsipras.**

- Les dispensaires sociaux ne peuvent se substituer à un service public de santé digne de ce nom. Si le gouvernement Syriza réussit, s'il y a un service public de santé universel, la nécessité de ces dispensaires paraît moins évidente.
- Si ce n'était pas le cas, est-ce tenable dans la durée ? Pas évident.

La charge pour les bénévoles étant énorme j'ai posé la question à une psy qui nous recevait dans un dispensaire et j'en ai gardé mauvaise conscience car elle a presque craqué. Elle a dit « *non, mais je pense que je vais y être obligée* » (sous entendu Syriza ne pourra probablement pas tenir ses promesses).

#### ► Association « Solidarité pour tous »

- *Issue de la crise, notamment des mobilisations en 2011 : les gens retournent dans les quartiers et créent des structures auto-organisées, surtout à l'initiative de gens de gauche, pour survivre.*
- Les premières structures ont concerné la collecte et la distribution de nourriture, puis la santé avec des médecins, un secrétariat... Elles évoluent vers tous les services : vêtements, meubles, préparation d'examen pour que les étudiants issus de milieux modestes puissent réussir, logement, ...
- *Les collectifs trouvent eux-mêmes à 92 % leurs ressources en faisant participer le maximum de personnes : ils demandent aux clients de supermarchés de faire un don de nourriture, ils établissent des relations directes producteur – consommateur...*
- Différence avec par exemple les restos du cœur : *démarche militante. Par exemple les femmes de ménage ont été soutenues et ont gagné, obtenant même un temps complet.*
- *Les relations avec le clergé sont bonnes : si besoin ils guident vers les religieux.*
- *Solidarité pour tous est un facilitateur mais l'entité centrale est parfois perçue comme « l'œil de Moscou » alors que ce n'est pas le cas, on essaie de mettre en place des structures type grands frères. On en a parlé à la réunion panhelléniques avec des participants de 30 villes.*
- *L'avenir est aussi en discussion selon réussite du gouvernement.*

#### ► Rencontre avec le syndicat E.K.A. (GSEE) de la région d'Athènes

**En Grèce il y a 2 syndicats : GSEE (confédération générale des travailleurs grecs du privé) et ADEDY (confédération des syndicats des fonctionnaires publics)**

Ces syndicats sont composés de courants liés aux partis politiques.

Le CA est composé de 9 PAME (PC), 5 PASKE (PASOK), 5 META (SYRIZA), 4 NP (Nouvelle voie, libéral), 3 ENI, 3 DAK (Nouvelle Démocratie, droite), 2 trotskistes.

- *Chômage, baisse des pensions, des salaires de 45 %, des droits des salariés, de la protection sociale, conditions de travail déplorables, les entreprises font ce qu'elles veulent en licenciements, en horaires de travail, difficulté d'accès des pauvres aux services publics, particulièrement la santé et l'enseignement...*
- *Tout se discute avec les créanciers. avec la politique de l'Union européenne mise en œuvre sous les gouvernements de droite ou libéraux. Les coupes budgétaires dans les hôpitaux rappellent le tiers monde. La question du « cout du travail » et la situation dans les hôpitaux sont liées.*
- **La difficulté c'est que presque toutes les tendances du syndicat ont été au pouvoir. (Remarque : l'absence d'indépendance syndicale par rapport aux partis semble poser problème ; de même, pour la plupart des réponses à nos questions, il y avait concertation avant traduction).**
- **Le plus grave est que ces dernières années les syndicats ont subi une défaite stratégique.** *Ces 5 dernières années on a fait 40 grèves générales sur les salaires, les pensions, les conventions collectives. L'offensive a été si forte qu'on n'a pu organiser des luttes efficaces. On a 120 000 syndiqués alors qu'il y en avait 180 000 il y a 10 ans. Les jeunes n'adhèrent pas. Les travailleurs se sont dit pourquoi rester au syndicat s'il ne fait rien alors qu'on supprime les conventions collectives, qu'il n'y a pas de hausse des salaires, qu'on supprime les hausses passées ? Il y a eu beaucoup de grèves et manifestation un débat sur la stratégie : **Les choix auraient pu être différents s'il y avait eu un autre leadership, il y avait des différences de stratégie.***
- **Aube dorée a voulu créer des syndicats mais a échoué.**
- **Avec la nouvelle situation en Grèce on est heureux et inquiets car on veut une série de réformes annulant l'austérité.**
- **Nos priorités : rétablissement du SMIC à 751 €, des conventions collectives, protection contre les licenciements massifs, trouver des ressources pour pensions, la Sécurité sociale...**
- **Crainte d'une augmentation importante de la TVA réclamée par les créanciers.**

A la question : Faut-il mobiliser ?

- **Il y a un engagement du gouvernement on attend qu'il tienne ses promesses. On est attentifs.**
- Remarque : position pas unanime, au minimum les militants santé de META (Syriza), des députés... sont pour la mobilisation.
- **La solidarité internationale est bienvenue car la troïka ne veut ni des réformes des syndicats, ni celles du gouvernement.**

► Syriza va-t-il réussir ?

---

De forts doutes et craintes s'expriment quant à sa capacité de réussir

Remarques : LA GRECE ET LA FRANCE

### 1) Faut-il importer en France les dispensaires sociaux bénévoles ?

Le projet de loi sur la santé et le projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement font la promotion du bénévolat, moyen de couper les budgets des services publics et de la protection sociale. En France il faut les défendre, les reconquérir, les développer. **La Coordination des hôpitaux et maternités – qui participera à Guéret - demande entre autres de développer les centres de santé (avec rémunération correcte du personnel).**

### 2) L'Union européenne et le respect de la souveraineté populaire

Dès la victoire de Syriza, Jean-Claude Juncker :

« **Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens** »

« **Le gouvernement grec... devra respecter les engagements pris par Athènes et poursuivre les réformes** »

F. Hollande à propos du référendum promis par D. Cameron : « **Il est légitime de tenir compte des aspirations des Britanniques mais il y a des règles en Europe et parmi ces règles il y a la libre circulation et le marché qui nous appartient à tous...** »

### 3) Le maintien ou non de la Grèce dans l'euro, voire dans l'UE

Avec la victoire de Syriza, l'éventualité pour la Grèce de quitter l'euro et l'Union européenne est de fait posée...

- **Il y a débat en France quant à savoir si la Grèce devrait ou non sortir de l'euro** et, si oui, sous quelle forme : retour au drachme, monnaie commune, un intermédiaire « *I owe you* » (Thomas Coutrot / Pierre Khalfa)...
- **Syriza veut rester dans la zone euro, ce qui implique un accord avec la troïka.**
- **La troïka et les USA souhaitent éviter que la Grèce quitte l'euro** pour plusieurs raisons : 1) la situation financière mondiale est si instable que même la goutte d'eau du défaut de la dette grecque peut avoir des conséquences incalculables, 2) montrer que même un gouvernement de « gauche radicale » ne peut échapper aux cures d'austérité, 3) éviter de mettre à l'épreuve la possibilité pour un pays de sortir de l'euro.

**Ils entendent faire pourrir la situation** jusqu'à ce que Syriza perde son soutien populaire pour le contraindre à poursuivre pour l'essentiel les mémos.

► Quelle construction européenne ?

---

Le problème de la Grèce, c'est le problème de tous les peuples européens.

Les ministres, les députés Syriza,... demandent de changer la construction européenne, qu'elle parte des besoins des peuples, qu'elle respecte la souveraineté populaire. Débat incontournable !

► Solidarité

---

La délégation Solidarité France--Grèce pour la santé a réalisé sa mission d'aide sous des formes diverses aux dispensaires sociaux solidaires. Bien entendu il faut la poursuivre.

Nos interlocuteurs de tous niveaux demandent la solidarité internationale dans leur bras de fer avec les « institutions ». L'étranglement de la troïka et des chefs d'État nous concerne tous, citoyens, partis, syndicats,... Chaque minute compte en Grèce !

**Super accueil partout où nous avons été, semaine passionnante !**

(1) Délégation : ATTAC, Coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, CODEGAS, CGT Sanofi, SNESUP-FSU, SUD Santé Sociaux, SMG, USMC/SNCDCS, Ensemble, NPA, PCF, PG.

Il y aura une restitution, les enregistrements seront mis en ligne : <https://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/>.

J'ai représenté la Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité.

Certains commentaires de cet article demandé par Résistance Sociale sont en dehors du champ de la Coordination. Ils n'engagent donc que moi.

# ACTUALITÉ SOCIALE

**Guéret : Tous en Creuse les 13 et 14 juin  
pour la défense et le développement des services publics !**

## ► Points de départs collectifs

Département	Ville	Courriel	Nom du référent	téléphone
06	L'Escaillère	francoise.michel801@orange.fr	Françoise Michel	04 93 79 59 00
07	Ardèche	joseph.maatouk@wanadoo.fr	Joseph Maatouk	
		jean-claude.tallaron@wanadoo.fr	Jean-Claude Tallaron	
08	Charleville Mézières	michele.leflon@orange.fr	Michel Leflon	06 08 93 84 93
12	Aveyron	pgastrein@gmail.com	Philippe Gastrein	
13	Aix en Provence	foulquier.luc@wanadoo.fr	Luc Foulquier	06 89 83 09 42
13	Marseille	vsp13@laposte.net		
13	Bouches-du-Rhône		Pascal Mandime	06 71 00 03 22
16	Ruffec	e_pot@hotmail.fr	Edith Pot	
16	Angoulême	collectif16@wanadoo.fr	Jean-Pierre Bellefaye	06 80 90 31 97
19	Brives	janine.vaux@laposte.net	Janine Vaux	06 03 62 28 97
24	Sarlat	jean-claude.marty@wanadoo.fr	Nicole Marty	07 81 05 78 14
24	Périgueux	udcgt.24@wanadoo.fr		05 53 35 53 80
29	Quimper	convergence29@gmail.com	Hélène Derrien	06 77 36 35 98
31	Toulouse	jajagila@wanadoo.fr	Jacques Giron	06 83 24 42 92
34	Hérault	solidaires34@wanadoo.fr	Noël MAS	06 77 11 61 78
37	Tours	patrick.hallinger@wanadoo.fr	Patrick Hallinger	06 81 52 27 39
38	Grenoble	clauderouge@free.fr	Claude Rouge	04 76 06 68 96
43	Haute-Loire	ensemblefdg43@orange.fr		06 46 43 74 09
59	Lille	emmaplanque5@gmail.com	Emmanuelle Planque	06 13 30 62 69
63	St Gervais D'auvergne			
	St Eloy Les Mines			
	Montaigut-en-Combrailles	michel.chignier@orange.fr	Michel Chignier	06 08 54 05 38
65	Tarbes	georgesdussert@free.fr	Georges Dussert	06 89 67 47 78
70	Lure	michel.antony@wanadoo.fr	Michel Antony	06 63 82 28 24
75	Paris	parisgueret2015@gmail.com	Béatrice Durand	06 88 26 91 22
82	Montaigu	robert.gautrais@sfr.fr	Robert Gautrais	
85	Luçon	adsp.pays.lucon@voila.fr	Evelyne Deluze	06 45 50 31 44
86	Châtelleraut Poitiers	valerie.soumaille@wanadoo.fr	Valérie Soumaille	06 48 68 13 82
87	Haute-Vienne	ge.wermelinger@orange.fr	Gérard Wermelinger	05 55 37 00 28
83	Var		Pascal Mandime	06 71 00 03 22
94	Val-de-Marne	pasacal.m06@hotmail.fr	UD CGT Julien Léger	

*Covoiturage possible au départ de Narbonne, Nancy, Joigny, Bordeaux*

*Écrire à : [convergenceservicespublics@gmail.com](mailto:convergenceservicespublics@gmail.com)*



# COUP DE GUEULE

## Marre des chevaliers blancs !

Par Jean HENRI et Marinette BACHE

« Je ne suis pas le défenseur du peuple. Je n'ai jamais prétendu à ce titre fastueux ; je suis du peuple, je n'ai jamais été que cela, je ne veux être que cela ; je méprise quiconque a la prétention d'être quelque chose de plus. »

**Maximilien Robespierre**, discours aux Jacobins, le 2 janvier 1792.

Nous avons tous eu 20 ans et été les zélateurs de l'exigence sans concession. Tout ou rien !

Mais quand ce sont des quadra, des sexa, des septa, voire des octo qui crient sans cesse à la compromission, critiquent nos camarades de gauche qui choisissent le compromis plutôt que l'impuissance, tentent de modifier l'état du rapport de force réel, cela nous agace !

Ras le bol des donneurs de leçons qui parient sur la défaite de toutes les initiatives de gauche dont ils ne tirent pas les ficelles.

Que cherchent-ils ? Selon eux Pierre Laurent serait un agent du FMI, la gauche du PS des hypocrites cautionnant les libéraux, les municipalités de gauche des usines à trahir le peuple ! Même le gouvernement grec ne trouve pas grâce à leurs yeux ! Et si le Front popu n'a pas trahi c'est que, n'est-ce pas, il n'avait pas le choix, etc. En quoi est-ce être fidèle "au peuple" que de comparer l'incomparable, de refuser de gouverner, de se complaire dans l'agitation et l'ostracisme ? Qu'apporte-t-on à nos concitoyens à ne pas prendre en compte le rapport de forces réel, à confondre révolte et révolution, démocratie et dictature, libéralisme et social-démocratie, militants du PS et gouvernement issus du PS ?

A quoi riment les critiques qui ont fleuri, hier sur le PCF soutenant le bilan des municipalités d'Union de la gauche porteuses d'un vrai projet social, aujourd'hui sur Gérard Filoche qui voue sa vie à faire progresser les idées du socialisme authentique ? Qu'auraient-ils dit de Jaurès lorsque, jusqu'à son dernier souffle, il encensait le gouvernement afin d'essayer d'éviter la guerre ?

Pourquoi prédire, avant chaque vote, la trahison de la gauche du PS ?

Pourquoi entraîner la gauche dans des résultats électoraux qui la minimisent, parfois la ridiculisent, toujours la pénalisent ?

Marre des chevaliers blancs ! Grandissons ! Soyons responsables. Que voulons-nous ? Nous faire plaisir ? Nous auto-congratuler (voyez comme nous sommes les meilleurs, les plus beaux, les plus exigeants) ? "Ils avaient les mains propres. Ils n'avaient pas de mains".

Ou bien souhaitons-nous être utiles à notre peuple ? Ah oui, certes, la tâche est plus difficile et on y trouve moins d'autosatisfaction.

Si nous voulons construire une véritable alternative pour notre pays, il faudra bien que nous travaillions avec tous ceux qui, à gauche, contestent l'actuelle politique gouvernementale. Et en premier lieu avec la gauche du parti socialiste-d ailleurs pas limitée aux votants de la motion B ! Par parenthèse, message à ceux-ci : qu'ils soient un peu moins autocentrés ; il y a une vie hors du PS !

Que veulent-ils tous ceux dont la cible privilégiée est Vive la gauche, Maintenant la gauche, Démocratie et Socialisme, Un monde d'avance..., eux qui la plupart du temps ne dépassent pas le stade groupusculaire ? Que veulent-ils, sinon à la fois minimiser politiquement les 25 000 militants PS qui se sont prononcés pour "une autre politique" et étouffer la seule véritable force de mobilisation organisée que représente encore le PCF ?

Que veulent-ils si ce n'est empêcher les convergences nécessaires à la manifestation de la réalité de notre pays : la gauche y est majoritaire et n'y gouverne pas.

## VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

**Siège social :**  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires par envoi.

**À retourner à :** RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)